

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3370>

# **Eva Joly : « Un soutien tardif à l'ESS, une hypocrisie de plus de ce gouvernement »**

- Regards -

Date de mise en ligne : lundi 23 janvier 2012

---

**Rencontres Sociales**

---

Dans un communiqué, Eva Joly s'interroge sur la sincérité du gouvernement dans ces récentes prises de position par rapport à l'économie sociale et solidaire. « Lors du conseil des ministres du 11 janvier, écrit-elle dans son communiqué, le gouvernement a annoncé un soutien accru au secteur de l'économie sociale et solidaire et l'élaboration prochaine d'une loi-cadre ». « Dix ans après l'élaboration d'une première loi-cadre par le secrétaire d'état écologiste Guy Hascoet, qui n'a malheureusement pas eu le temps d'être adoptée, note la candidate à l'élection présidentielle, le gouvernement prétend s'intéresser à ce secteur, précurseur d'un nouveau modèle de développement coopératif et solidaire ».

*« Pourtant, pendant dix ans, souligne-t-elle dans son communiqué, il l'a tout bonnement ignoré voire démantelé, par la baisse drastique des crédits, la disparition de la délégation interministérielle à l'économie sociale, l'absence de ministère dédié, le rattachement au ministère de la solidarité et cohésion sociale ou jeunesse et sports. Il a ainsi nié le potentiel de développement économique de l'ESS sur les territoires ».*

*« Il est impératif, affirme Eva Joly, de donner un nouveau cadre et une vraie reconnaissance à ce secteur et cela passe notamment par une loi-cadre. J'ai eu l'occasion de rappeler l'importance pour moi d'élaborer cette loi-cadre aux acteurs réunis par le labo de l'ESS (regroupement d'acteurs ayant porté les états généraux de l'ESS) le 5 janvier dernier ».*

*« J'affirmerai de nouveau très prochainement, fait savoir la candidate, mon attachement au développement de ce secteur qui est au coeur de mon projet présidentiel et du modèle de transformation sociale et écologique de la société que portent les écologistes ».*

*« Cela passera, explique la candidate, par le lancement d'un plan ambitieux de développement en concertation avec les acteurs que je peux illustrer par deux mesures phares :*

- *la généralisation de fonds souverains régionaux dédiés à l'ESS, pilotés par les conseils régionaux couplée à l'étude économique et juridique pour la création de véritables banques régionales éthiques ;*
- *la labéllisation et la reconnaissance de pôles territoriaux de coopération économique véritables alternatives aux actuels pôles de compétitivité ».*